

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Châteauroux, le 30 juin 2011

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES - CARRIERES

SOCIETE LAVAUX SA

Commune de VILLEDIEU SUR INDRE

Objet : Poursuite et extension de l'exploitation d'une carrière de calcaire
Poursuite de l'exploitation de l'installation de premier traitement
des matériaux

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le préfet de l'Indre

Par lettre en date du 21 juillet 2009, Monsieur André LAVAUX agissant en tant que directeur général de la société LAVAUX SA dont le siège social est sis au lieu-dit « Claise » 36500 VENDOEUVRES sollicite l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de VILLEDIEU SUR INDRE et poursuivre l'exploitation de l'installation associée de premier traitement des matériaux.

A cet effet, un dossier auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers a été déposé le 21 septembre 2009, complété le 1^{er} avril 2010 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 19 août 2010.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Rubrique	Activité	Volume	Régime	Redevance annuelle
2510 – 1°	Exploitation de carrière	Superficie : 38 ha 87 a 07 ca (Renouvell. 9 ha 72 a 94 ca Extension. 29 ha 14 a 13 ca) Prod. maximale : 250 000 t/an	A	2
2515 – 1°	Broyage, concassage, criblage de produits minéraux.	Puissance des machines concourant au fonctionnement des installations : 400 kW.	A	-

2517.2	Station de transit de produits minéraux	25 000 m ³ (matériaux de carrière)	D	
1432	Stockage de liquides inflammables	Un réservoir aérien de 2 m ³ de fuel oil domestique (vol. équ. 0,4 m ³)	NC	-
2516	Station de transit de produits pulvérulents non ensachés	3000 m ³	NC	
2910	Installation de combustion	Groupe électrogène P= 500 kW	NC	

A : Autorisation D : Déclaration NC : Non classable

Au titre de la loi sur l'eau, les piézomètres relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature:

Rubrique	Opération	Volume	Régime
1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Trois piézomètres destinés au contrôle des eaux souterraines	Déclaration

Le prélèvement d'eau pour les locaux sanitaires (80 m³/an) n'est pas classable au regard de la rubrique 1.1.2.0 (volume prélevé inférieur à 10 000 m³/an)

1.2 Présentation de la demande

La carrière est située au lieu-dit « Le Bois du Prieuré » à 3,5 km au Sud Ouest du bourg de VILLEDIEU SUR INDRE. La rivière l'Indre est au plus près à 2 km au Nord Est du site. Les maisons d'habitation les plus proches sont le hameau de « la Maison Carrée » (330 m au Nord), « des Galvaux » (500 m au Nord Est) et « des Mardelettes » (530 m à l'Ouest).

Un plan de localisation de la carrière à l'échelle 1/25000 est annexé au présent rapport.

L'exploitation a été autorisée initialement pour une durée de 15 ans par l'arrêté préfectoral n° 98-E-259 du 4 février 1998. La poursuite de l'exploitation et l'extension sur une superficie totale de 14 ha 44 a 84 ca ont ensuite été autorisées pour une durée de 5 ans par l'arrêté préfectoral n° 2008-07-0202 du 24 juillet 2008.

Le tableau ci après récapitule les parcelles et superficies concernées par la demande :

Parcelles	Situation administrative	Superficie totale
Section D1 n° 21a (pp), 21b (pp), 22a (pp), 22b (pp) et 103a (pp)	Autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2008-07-0202 du 24 juillet 2008. Renouvellement demandé	9ha 72a 90ca
Section D1 n° 11(pp), 12(pp), 13(pp) et 14(pp)	Autorisation demandée	29ha 14a 17ca
Section D1 n° 21a (pp), 21b (pp), 22a (pp), 22b (pp) et 103a (pp)	Autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2008-07-0202 du 24 juillet 2008 Renouvellement non demandé	4 ha 71 a 94 ca

La poursuite de l'exploitation porte donc sur une superficie totale de 38ha 87a 07ca pour une superficie exploitable de 20 ha 10 a.

La partie sur laquelle est sollicité le renouvellement de l'autorisation est essentiellement réservée aux traitement et stockage des matériaux extraits.

Concernant les droits d'extraction, les terrains dont l'exploitation est déjà autorisée appartiennent à la société LAVAUX et cette société a établi un contrat de location et d'extraction avec le propriétaire des parcelles sur lesquelles porte l'extension (parcelles cadastrées section D1 n° 11, 12, 13 et 14).

Après décapage du gisement recouvert de 0,2 m de terres végétales et 0,5 m de matériaux stériles, le calcaire sera extrait à la pelle mécanique en 3 gradins de hauteur unitaire 5 m. La hauteur moyenne du front d'exploitation sera de 8 m avec un maximum de 15 m. La quantité de calcaire en place est estimée à 1 725 000 m³ (3 450 000 tonnes).

Le calcaire extrait est traité sur place dans une installation comportant un concasseur primaire, deux broyeurs et trois cribles.

Cette installation d'une puissance totale de 400 kW est alimentée à partir du réseau électrique. L'exploitant ayant souscrit avec ERDF un contrat EJP (effacement jours de pointe), il dispose également sur le site d'un groupe électrogène permettant de faire fonctionner l'installation en cas de besoin.

L'autorisation est sollicitée pour une durée de 17 ans à raison de 220 000 tonnes par an en moyenne avec un maximum de 250 000 tonnes.

Le calcaire extrait et traité est destiné dans un rayon de 100 km aux travaux publics (réalisation de chaussées) et à l'amendement de terrains agricoles.

1.3 Servitudes – Compatibilités

Le projet est compatible avec le document communal d'urbanisme, le schéma départemental des carrières et le SDAGE et n'est grévé d'aucune servitude.

Au regard du PLU de VILLEDIEU SUR INDRE, la carrière actuelle est située en zone Nbc dont le règlement autorise l'exploitation des carrières et l'extension est dans le sous secteur Nc correspondant aux carrières.

La carrière est située hors de la zone inondable de la rivière l'Indre.

1.4 Garanties financières

Le pétitionnaire a produit le calcul du montant des garanties financières à constituer pour la remise en état des terrains en cas de défaillance ou disparition juridique de l'exploitant.

La méthode de calcul retenue et les montants obtenus n'appellent pas de remarques particulières de notre part sauf en ce qui concerne l'actualisation qui est nécessaire en fonction de l'évolution de la valeur de l'indice TP01.

1.5 Remise en état des terrains

En fin d'exploitation, la partie Est de la carrière dont l'exploitation est actuellement autorisée sera remblayée sur une hauteur au moins égale à la moitié de la profondeur d'extraction et raccordée aux terrains avoisinants par des talus de pente 30% maximum par rapport à l'horizontale. Les terrains ainsi reprofilés seront recouverts de terres végétales, épierrées des plus gros blocs, issues du décapage et reboisés conformément aux prescriptions de l'autorisation de défrichement accordée par la décision préfectorale n° 2007-04-0216 du 27 avril 2007 modifiée par la décision n° 2008-08-0121 du 31 juillet 2008. Cette décision prescrit un reboisement en chêne rouvre soit par plantation à une densité de 2500 plants/ha soit par semis de glands à une densité de 80 kg/ha.

Ces conditions de remise en état ont été définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2008.

Dans la partie Ouest faisant l'objet de la présente demande d'autorisation d'étendre l'exploitation de la carrière, les terrains seront remblayés jusqu'à la cote 136,5 m NGF tout en respectant une épaisseur minimale de protection des eaux souterraines de 3 mètres et raccordés aux terrains avoisinants par des talus en pente douce de 10%. Les terrains ainsi reprofilés seront recouverts de terres végétales issues du décapage et restitués à la culture. Le remblayage sera réalisé en remettant en premier les stériles de découverte du gisement et les stériles issus du traitement des matériaux.

Cette remise en état sera coordonnée aux travaux d'extraction et réalisée avec les stériles de production de la carrière complétés par des matériaux inertes extérieurs (déblais de terrassement et matériaux de démolition principalement).

Le maire de VILLEDIEU SUR INDRE et le propriétaire des terrains ont donné leur accord sur cette remise en état proposée.

2. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

La demande a été soumise à l'instruction réglementaire prévue par les articles R.512-14 et suivants du code de l'environnement.

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 26 août 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Il conclut que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression, réduction ou compensation des incidences du projet sur l'environnement étaient représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

2.2 Enquête publique

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n° 2010274-0001 du 1^{er} octobre 2010 s'est déroulée en mairie de VILLEDIEU SUR INDRE du 2 novembre 2010 au 4 décembre 2010 inclus.

Aucune observation n'a été consignée sur le registre ouvert à cet effet et le commissaire enquêteur n'a reçu aucune lettre pendant le déroulement de l'enquête.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire en quêteur considérant :

- la conformité réglementaire du dossier soumis à l'enquête publique ;
- l'information satisfaisante du public ;
- le bon déroulement de l'enquête publique ;
- l'absence d'observation tout au long de l'enquête publique ;
- l'intégration satisfaisante du projet dans son environnement ;
- les avis favorables émis par l'autorité environnementale et le conseil municipal de VILLEDIEU SUR INDRE ;

émet un **avis favorable** au projet de renouvellement d'autorisation et d'extension d'exploitation de la carrière de calcaire de la société LAVAUX sise « Le Bois du Prieuré » commune de VILLEDIEU SUR INDRE (avis du 23 décembre 2010).

2.4 Avis du conseil général

- Conseil général (11 octobre 2010) : **avis favorable**. Néanmoins, en application de l'article L.131-8 du code de la voirie routière, il pourra être demandé à la société LAVAUX par le département des contributions spéciales, dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée sur les routes départementales empruntées (cf article III.4.D « TRANSPORT DE MATERIAUX » de l'arrêté préfectoral n° 2004-E-3036 du 14 octobre 2004 transférant au profit de la société LAVAUX l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers à VILLEDIEU SUR INDRE et autorisant cette société à étendre l'exploitation de la carrière).

2.5 Avis des conseils municipaux

- Conseil municipal de VILLEDIEU SUR INDRE (3 décembre 2010): **avis favorable**.
- Conseil municipal de LA CHAPELLE ORTHEMALE (7 décembre 2010): **avis favorable**.
- Conseil municipal de NEUILLAY LES BOIS : n'a pas fait connaître son avis.
- Conseil municipal de NIHERNE : n'a pas fait connaître son avis.

2.6 Avis des services

- Institut national de l'origine et de la qualité (21 octobre 2010): n'a aucune objection à formuler, l'activité projetée n'ayant pas d'incidence sur les AOC « Sainte Maure de Touraine » et « Valençay ».
- Service interministériel de défense et de la protection civile (21 septembre 2010): n'a pas d'observation particulière à formuler.
- Agence régionale de santé – délégation territoriale de l'Indre (15 novembre 2010): n'a pas d'observation particulière à formuler.
- Service départemental d'incendie et de secours (1^{er} octobre 2010): l'analyse du risque démontre que la défense externe et interne contre l'incendie du site est satisfaisante. Toutefois, les prescriptions et observations suivantes devront être respectées :
 - + Assurer la formation aux gestes de premier secours des personnels normalement affectés sur le site de façon permanente
 - + Garder une bonne accessibilité aux plans d'eau contigus à l'exploitation pour l'alimentation des engins d'incendie ;
 Les prescriptions en ce sens sont reprises à l'article 7.5 du projet joint au présent rapport.
- Direction régionale des affaires culturelles (14 avril 2011): ce dossier ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques. Toutefois, toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine.
- Direction départementale des territoires : n'a pas fait connaître son avis.

Le pétitionnaire a eu connaissance des avis recueillis lors de l'instruction de la demande. Les observations émises par le conseil général et le service départemental d'incendie et de secours n'appellent pas de remarques particulières de sa part (lettre du 12 mai 2011).

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE.

3.1 Impact visuel

L'impact visuel de cette carrière reste faible compte tenu du relief et des écrans visuels existants. Elle sera principalement visible de la RD n°27 lorsqu'elle s'en rapprochera. Cependant cette voie peut être considérée comme un milieu récepteur non sensible du fait qu'il ne s'agit pas d'une route à grande circulation. La superficie en cours d'exploitation ne dépassera pas 3 hectares et sera entourée d'un merlon permettant d'atténuer la perception depuis l'extérieur. L'installation de traitement des matériaux, implantée dans la carrière en cours d'exploitation, est très peu visible de l'extérieur même en période hivernale quand l'écran végétal est réduit.

3.2 Milieu naturel

La commune de VILLEDIEU SUR INDRE se trouve dans le périmètre de la zone naturelle d'intérêts écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) « Brenne » de type 2 et le projet s'intercale entre deux sites qui sont inscrits au réseau européen Natura 2000 dans le cadre des directives « habitats » et « oiseaux » et constituent deux ensembles naturels d'un grand intérêt :

- la zone spéciale de conservation (ZSC) « Vallée de l'Indre » qui correspond à des secteurs humides associés à d'anciennes carrières souterraines de calcaire et dont la partie la plus proche est à 2,6 km au nord du site ;
- l'écocomplexe de la Brenne qui regroupe la ZSC « Grande Brenne » et la zone de protection spéciale (ZPS) « Brenne » qui comprend une partie du parc naturel régional de la Brenne. La limite Nord de ce complexe s'arrête à 2,2 km au Sud du site.

Les milieux concernés par la zone d'extraction demandée en extension (grandes cultures) ne présentent pas d'enjeux. Seules des espèces banales cultivées seront détruites lors des opérations de décapage.

Concernant la faune, l'impact du décapage sera plus fort du fait qu'il conduira à la destruction du milieu biologique aérien (microfaune) et d'une partie du milieu occupant la terre végétale. Pendant la phase d'exploitation, la faune viendra occuper chaque niche écologique créée même si cette adaptation reste faible dans une carrière de calcaire.

3.3 Eaux souterraines

L'extraction sera réalisée jusqu'à la cote 133,5 m NGF soit 1 m au moins au dessus du niveau des plus hautes eaux connu.

Afin de garantir la protection de la nappe d'eau souterraine, le fond de fouille sera remblayé sur une épaisseur minimale de 2 mètres au moyen de matériaux inertes récupéré lors de la découverte du gisement et du traitement des matériaux. Ce remblai sera complété en tant que de besoin par des matériaux inertes extérieurs à la carrière (matériaux de déblais, de terrassement, ...).

Il n'existe aucun captage d'alimentation en eau potable aux alentours du site ni aucun périmètre de protection d'un tel captage.

L'eau utilisée sur le site uniquement pour les locaux sociaux (80 m³/an) provient d'un puits existant sur le site.

Le ravitaillement des engins utilisés sur le site sera réalisé sous abri sur une aire étanche ou à défaut au dessus de dalles mobiles absorbantes permettant de recueillir tout écoulement accidentel.

3.4 Eaux superficielles

Il n'y a aucun rejet d'eau sur le site.

Les matériaux ne subissent pas d'opération de lavage.

Le lavage et l'entretien des matériels et engins utilisés pour l'exploitation sont réalisés au siège de l'entreprise à VENDOEUVRES.

Les eaux issues des locaux sociaux sont évacuées et traitées dans un dispositif autonome d'assainissement.

3.5 Poussières

Le pétitionnaire expose les sources d'émissions de poussières qui peuvent être constituées par :

- l'envoi depuis les stocks lors de vents ;
- la circulation des engins de transport des matériaux ;
- le chargement des camions ;
- le déversement depuis les sauterelles lors de la mise en stock ;
- le décapage, notamment en période de sécheresse.

Seuls sont prévus les merlons périphériques pour retenir les poussières lors de la phase d'exploitation ainsi qu'un suivi annuel de l'empoussiérage de la carrière.

3.6 Bruit

L'activité de la carrière se déroulera en période diurne de 8 h à 17 h30.

Les engins utilisés seront maintenus en conformité avec la réglementation qui leur est applicable.

Les merlons périphériques constitueront des écrans acoustiques.

Un contrôle de la situation acoustique (niveau sonore en limite de propriété et valeurs d'émergence dans les zones à émergence réglementée) réalisé en 2008 a montré le respect des valeurs réglementaires prescrites par l'arrêté d'autorisation relatif à l'exploitation actuelle.

Une modélisation réalisée en considérant la zone d'extension à l'Est de la RD n° 27 et le fonctionnement de matériel d'exploitation dans cette zone permet d'obtenir des valeurs satisfaisant aux seuils réglementaires.

Un suivi de la conformité du site sera assuré tout au long de l'exploitation par des contrôles de la situation acoustique.

3.7 Déchets

Les déchets stériles générés lors des travaux d'extraction seront utilisés lors des travaux de remise en état des terrains.

L'exploitation de la carrière n'est pas génératrice d'autres déchets en quantités significatives du fait qu'aucune opération d'entretien des matériels ne sera réalisée sur la carrière. Les déchets dangereux et non dangereux récupérés (métaux, bois, caoutchouc, chiffons souillés, déchets ménagers...) seront soit valorisés soit dirigés vers des filières de traitement appropriées.

3.8 Impact sur la santé

L'étude réalisée sur les aspects bruit, poussières et gaz d'échappement des véhicules et engins conclut à l'absence de risque sanitaire pour les populations environnantes.

3.9 Transports

Les véhicules de transport des matériaux empruntent en quasi totalité la RD n°925 et représentent actuellement 12% du trafic poids lourds de cette voie. L'augmentation de production de la carrière conduira à 55 camions par jour, soit 20% du trafic poids lourds de la RD n°925.

3.10 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Outre les prescriptions applicables à ce type d'exploitation fixées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, il est proposé de prescrire les dispositions spécifiques suivantes :

- le remblaiement en fond de fouille sur une épaisseur de 2 mètres destiné à assurer la protection de la nappe d'eau souterraine sera réalisé en utilisant en priorité les stériles provenant de la découverte du gisement et du traitement des matériaux extraits ;
- la prévention des émissions de poussières : abattage des poussières par pulvérisation d'eau, mise en place de capotages retenant les envols de poussières, limitation de la hauteur de stockage des granulats,
- le contrôle de retombées de poussières dans l'environnement sera réalisé une fois par an pendant la période estivale (juin à septembre). L'emplacement des points de contrôle (3 au minimum) sera déterminé en accord avec l'inspection des installations classées ;
- l'exploitant a actuellement l'obligation de procéder tous les mois à des relevés des niveaux piézométriques à partir de 2 piézomètres existant au Sud ouest et au Nord Est de la parcelle cadastrée section D1 n° 21. Cette obligation est maintenue dans le projet ;
- la nécessité de rajouter un troisième piézomètre pour obtenir un point de contrôle en amont hydraulique du site et deux points en aval ;
- concernant les parcelles reprises dans le projet et dont l'exploitation est déjà autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2008, ces nouvelles dispositions se substituent à celles de l'arrêté précité ;
- conformément à l'article R.512-32 du code de l'environnement, les dispositions de ce projet s'appliquent également aux autres installations de la carrière telles qu'elles sont indiquées à l'article 1.1 ci-dessus.

L'ensemble de ces prescriptions est de nature à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les conditions actuelles d'aménagement et d'exploitation de la carrière sont dans leur ensemble satisfaisantes et la société LAVAUX dispose des capacités techniques suffisantes pour poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière et remettre en état les terrains exploités.

L'inspection des installations classées émet donc un avis favorable à la demande présente par la société LAVAUX sous réserve du respect des prescriptions dont un projet est joint au présent rapport.

Le projet de prescriptions a été transmis au pétitionnaire qui a demandé à l'inspection des installations classées de proposer un contrôle annuel des la qualité des eaux souterraines en remplacement du contrôle semestriel prévu, les résultats des contrôles réalisés depuis 2 ans étant satisfaisants.

L'inspection confirme que ces résultats sont satisfaisants et stables. Cependant, la période de 2 ans apparaît courte pour être suffisamment représentative eu égard notamment au battement de nappe relativement important au droit du site (variations comprises entre 5 et 10 mètres).

L'inspection propose en conséquence que les contrôles semestriels soient poursuivis pendant 3 ans. Au delà de cette période et si les résultats obtenus sont satisfaisants, l'exploitant pourra demander au préfet de réaliser les contrôles annuellement. Les prescriptions de l'article 9.3.3 du projet d'arrêté sont rédigées en ce sens.

5. CONCLUSION

Aucune opposition n'ayant été manifestée lors de l'instruction de la demande présentée par la société LAVAUX, nous proposons donc à Monsieur le Préfet de l'Indre d'autoriser cette société à poursuivre et étendre pour une durée de dix sept ans l'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de VILLEDIEU SUR INDRE au lieu-dit « Le Bois du Prieuré » et poursuivre l'exploitation associée de l'installation de premier traitement des matériaux.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport et l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites doit être recueilli en application de l'article R.515-1 du code de l'environnement.